

Le numérique pour le développement en Afrique sub-saharienne

Opportunités et défis

Jenny C. Aker and Joel Cariolle

August 2020

L'infrastructure numérique - Internet, téléphonie mobile ou tout autre outil pouvant être utilisé pour collecter, stocker, analyser et partager des informations sous forme numérique - s'est considérablement développée au cours des 20 dernières années (Banque mondiale 2016). Entre 1999 et 2014, le nombre de personnes dans le monde, ayant accès à la téléphonie mobile, est passé de 10 % à 90 % (UIT 2014 ; GSMA 2013). Les réseaux de téléphonie mobile se sont rapidement étendus en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et desservent maintenant plus de 70 % de la population d'Afrique subsaharienne (GSMA 2013 ; Aker et Blumenstock 2014)¹.

Cette expansion de la couverture "réseau mobile" s'est accompagnée d'une forte croissance de l'équipement en téléphones portables et des usages associés (Aker et Mbiti 2010). D'ailleurs, selon le *Rapport sur le développement dans le monde 2016* de la Banque mondiale, dans certaines régions, plus de ménages possèdent un téléphone mobile qu'ils n'ont accès à l'électricité ou à l'eau potable, et environ 70 % des populations les plus pauvres des pays en développement possèdent un téléphone mobile (Banque mondiale 2016)². Rien qu'en Afrique subsaharienne, un tiers de la population possède un abonnement actif à un téléphone portable, et ce taux est assez homogène dans toutes les régions.

Mais cette expansion a également permis d'accélérer le développement de l'Internet. Plus de la moitié des abonnements au haut débit mobile dans le monde sont contractés dans des pays en développement, avec des taux de couverture en Afrique atteignant près de 20 % (UIT 2014). Le nombre global d'internautes est passé d'un milliard d'utilisateurs en 2005 à environ 3,2 milliards fin 2015 (Banque mondiale 2016).

Pourtant, sur le continent Africain, bien que l'accès à l'internet et l'utilisation de "smartphones" aient considérablement augmenté, les disparités restent importantes d'un pays à l'autre, voire au sein d'un même pays. En effet, l'utilisation de "smartphones" est encore principalement le fait de populations urbaines, plus riches et plus instruites. Selon la Banque mondiale (2016), moins de 20 % de la population d'Afrique subsaharienne avait utilisé Internet trois mois avant l'enquête. Les espérances placées dans le numérique ont peut-être été exagérées et l'Afrique subsaharienne est encore loin d'atteindre les objectifs de développement durable (GSMA, 2019).

¹ La croissance de la téléphonie mobile a été largement tirée par le secteur privé et ses capacités d'investissement. C'est ce qui explique que la cible initiale ait été la frange de population la plus riche, éduquée, urbaine et majoritairement masculine (Aker et Mbiti 2010 ; Aker et Blumenstock 2014). Cette croissance n'a donc pas été uniformément accessible à tous les segments de la société.

² Le nombre d'abonnés croît fortement, particulièrement dans les pays en développement qui rassemblent 80% des nouvelles connexions. D'ici 2020, on attend 880 millions de nouveaux abonnés en provenance de ces pays (GSMA, 2013). En 2009, plus des deux tiers de la population d'Asie et les trois quarts de la population d'Amérique latine avaient déjà accès à la téléphonie mobile (Aker et Blumenstock, 2014). Pour le haut débit, environ 55 % des 2,3 milliards d'abonnements sont également basés dans les pays en développement, avec des taux de couverture en Afrique atteignant près de 20 % en 2014, contre 2 % en 2010 (UIT 2014 ; Aker et Blumenstock 2014).

La large diffusion de la téléphonie mobile et une meilleure couverture du haut débit a stimulé le déploiement d'un certain nombre de services numériques dans les secteurs privé et public et amélioré les perspectives de croissance, d'emploi et de réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2016 ; Hjort & Poulsen, 2019). Au cours de la dernière décennie, de nombreuses initiatives numériques ont été lancées par les secteurs public et privé mais les travaux de recherches sur l'impact de ces initiatives sur la pauvreté sont encore limités et se concentrent souvent sur des pays et des secteurs ciblés. Les premiers résultats suggèrent que la numérisation de ces services peut en améliorer l'efficacité, mais que leur impact sur les ménages pauvres et les petites et moyennes entreprises (PME) est plus contrasté.

La Chaire Confiance numérique de la Ferdi analyse les liens entre l'utilisation des technologies numériques et l'amélioration des principaux Indicateurs de développement, avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest francophone. L'objectif de ces travaux est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques dans trois directions distinctes mais interdépendantes :

- Comment les technologies numériques sont-elles utilisées pour fournir des services publics en Afrique de l'Ouest et dans le reste du continent, et quel est leur impact sur les ménages les plus pauvres ?
- Quelle est la diffusion et l'utilisation des services financiers numériques en Afrique de l'Ouest, et qu'est-ce que cela signifie pour les ménages et les entreprises, en particulier pour les transferts de fonds et le crédit ?
- Comment l'adoption croissante de ces technologies et leurs différents usages -courrier électronique, site Internet et "mobile money" – affectent-ils la performance des PME Africaines ? Par ailleurs, quelles sont les externalités d'une diffusion plus large de ces technologies numériques au sein des entreprises et des localités ?

Confiance numérique et la fourniture de services de base³

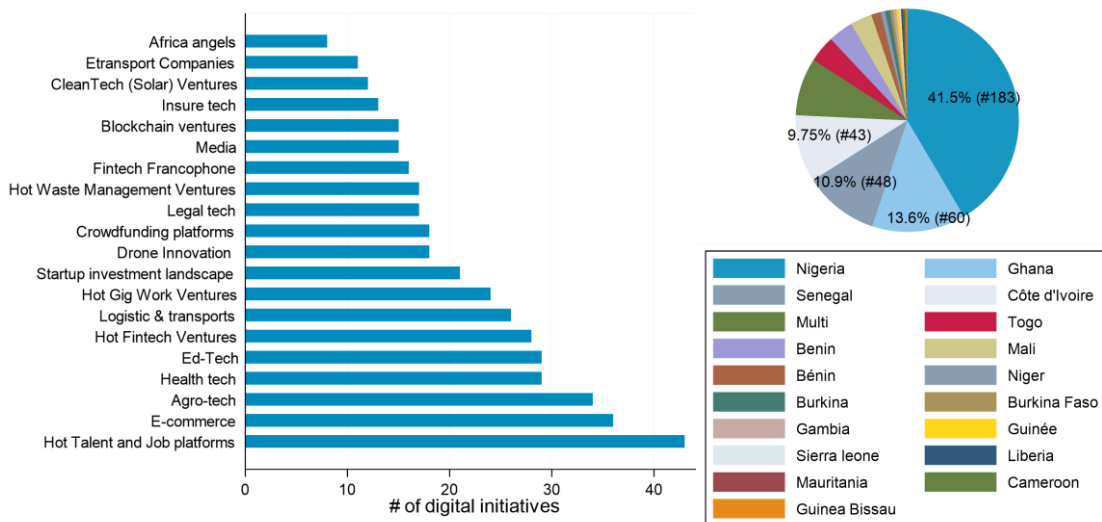
Le nombre d'initiatives numériques visant à faciliter la fourniture de services publics en Afrique de l'Ouest et dans le reste du continent a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, avec des effets positifs visibles dans les domaines de l'éducation, de la santé et des transferts de fonds. Toutefois, ces initiatives sont concentrées dans des pays ciblés, et ces impacts ne se traduisent pas nécessairement par des effets "en aval" sur le bien-être.

L'adoption de la technologie de la téléphonie mobile a facilité la multiplication des innovations numériques dans toute la région. En Afrique de l'Ouest, cette adoption des TIC a permis la mise en œuvre de plus de 400 initiatives numériques opérationnelles en 2019 (Briter Bridges, 2019) dans un large éventail de pays et de secteurs (figure 1) comme les "Fintech", "Ed-Tech", "Health-tech", "Agro-Tech", "E-commerce" et "Job-platform".

³ Entendue comme la fourniture de services visant à promouvoir la durabilité économique, sociale et environnementale.

Toutefois ce processus d'Innovation numérique est très inégalement réparti et profite principalement aux quatre plus grandes économies de la région - le Nigeria, le Ghana, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, par ordre décroissant - qui rassemblent plus de 75 % de ces initiatives.

Figure 1. Multiplication des innovations numériques en Afrique de l'Ouest.



Source : Auteurs, données de Britter Bridge (2019)

Ces initiatives sont l'objet d'études économiques de plus en plus nombreuses qui suggèrent que leur impact est contrasté. Elles contribuent principalement à l'efficacité de la fourniture de services publics - en d'autres termes, à fournir un service public d'une qualité et d'une quantité données à un coût moindre, même si ces systèmes nécessitent souvent des coûts fixes de mise en place de l'infrastructure numérique nécessaire assez élevés. Enfin, si la fourniture de services publics numériques améliore l'efficacité dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation et de la santé, leur impact en matière d'amélioration du bien-être, tels que le revenu ou l'apprentissage, est plus mitigé.

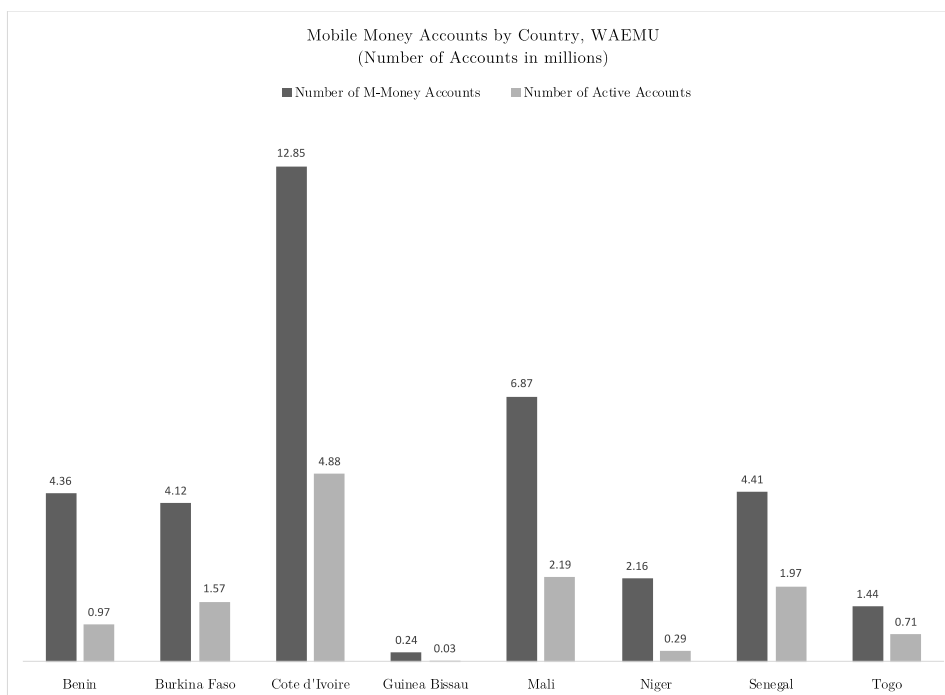
Confiance numérique et inclusion financière

Avec plus de 59 déploiements de solutions de "mobile money" en Afrique de l'Ouest, les services financiers numériques (SFN) offrent aux ménages et aux entreprises la possibilité de transférer de l'argent, de payer des factures et d'épargner. Toutefois, l'adoption et l'utilisation des SFN restent hétérogènes dans la région, en partie à cause de la taille insuffisante des réseaux d'agents mobile money, ce qui limite leur potentiel de réduction de la pauvreté pour les populations pauvres des zones rurales et pour les petites et moyennes entreprises (PME).

Alors que le taux de pénétration de la téléphonie mobile dans la région est de 67 % et qu'il y a 59 solutions de "mobile money" référencées par les fournisseurs d'accès, leur adoption reste très hétérogène dans la région (GSMA 2019).

En fait, il existe un contraste frappant entre l'adoption de ces différentes solutions et leur intensité d'utilisation ; sur le nombre total de comptes ouverts, 34,6 % ont montré une certaine activité, le nombre d'utilisateurs réellement actifs variant, quant à lui, de 1 % au Niger à 20 % en Côte d'Ivoire (GSMA 2019). Cela s'explique, en partie, par les déficits infrastructurels des différents opérateurs, par l'interopérabilité limitée entre Opérateurs de Réseau Mobile (ORM), ainsi que par le cadre réglementaire de la BCAEO et de certains pays membres de la CEDEAO (Aker et al 2020, CGAP 2016). Étonnamment, bien que la région de l'UEMOA ait une monnaie et une banque centrale communes, il y a peu d'interopérabilité entre les systèmes de "mobile money" et les banques de la région.

Figure 2. Nombre d'abonnement (actifs) mobile money par pays (en millions), UEMOA



Source: Auteurs, données de Global Findex Database.

C'est peut-être pour cette raison que les ORM en Afrique de l'Ouest proposent principalement des services financiers numériques de première génération - limités au "Mobile money"- plutôt que des offres numériques plus structurées, dites de deuxième génération, donnant accès au crédit, à l'épargne et à des produits d'assurance, comme c'est le cas en Afrique Orientale et Australe (CGAP 2016). Bien qu'il existe des exemples de ce type de services de deuxième génération en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal, ces derniers ciblent prioritairement les centres urbains, ce qui limite leur portée et leur impact potentiels sur les ménages ruraux et sur les PME.

Confiance numérique, entrepreneuriat et création d'emploi

Si les services numériques offrent de nouvelles perspectives aux PME d'Afrique subsaharienne, ces services n'ont pas encore été pleinement exploités par les PME.

Alors que l'adoption de la technologie de la téléphonie mobile en Afrique sub-saharienne a facilité la multiplication des innovations dans le domaine de l'Internet, cette dynamique se heurte à la grande fracture du haut débit et à sa faible pénétration au sein des entreprises et plus particulièrement des PME. En 2015, les taux de pénétration de l'internet ne dépassaient pas 60 % de la population en Afrique subsaharienne, certains pays comme le Niger, la Sierra Leone ou la Guinée-Bissau affichant même des taux de pénétration inférieurs à 5 % de la population. Selon les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises, moins de 60 % des PME utilisaient le courrier électronique dans le cadre de leurs activités, et seules 30 % d'entre elles utilisaient un site web. En comparaison, 90 % des grandes entreprises interrogées au cours de la même période déclaraient utiliser le courrier électronique et/ou un site web au cours de leurs activités.

Les analyses de la relation entre les différents usages du numérique (en l'occurrence, le courrier électronique, les sites web, et le "mobile money") et des indicateurs de performance des firmes, suggèrent que celles qui utilisent les technologies numériques ont plus d'employés, des chiffres d'affaires et des exportations plus élevés et souvent sont plus productives. Enfin et de façon plus indirecte, quelles sont les externalités spatiales et sectorielles d'une diffusion plus large de ces technologies numériques ? A contrario, lorsque l'adoption de ces technologies reste limitée, elles ne bénéficient souvent qu'aux entreprises les plus performantes ou innovantes, et peuvent même générer des effets de contagion néfastes au reste de l'écosystème entrepreneurial.